

Les Echos



Les Français et les perspectives économiques

—
Sondage ELABE pour Les Echos et l'Institut Montaigne

4 janvier 2024

—
ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos et l'Institut Montaigne

Interrogation

- Echantillon de **1 002** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, CSP, région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

- Interrogation par Internet du **2 au 3 janvier 2024**.



Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

> Des perspectives économiques moroses

Pour une majorité de Français, la *situation de l'économie* (58%) et de *l'emploi* (46%) en France vont *se dégrader* en 2024 par rapport à la situation actuelle. Un pessimisme qui s'observe également du côté de la sphère privée : une majorité d'entre eux (61%) estime que leur *pouvoir d'achat* va diminuer cette année. Cependant, la situation pour son propre emploi semble plus préservée, « seuls » 3 actifs sur 10 pensent que la situation de leur emploi va se détériorer (28% contre 52% stable et 20% s'améliorer)

Les moins de 35 ans constituent la catégorie d'âge la moins inquiète quant à l'évolution de la situation de la France pour 2024 : près d'un tiers d'entre eux pensent que *l'économie du pays* et *l'emploi en France* vont s'améliorer (respectivement 31% et 29%). Ils sont aussi plus confiants que la moyenne quant à leur situation personnelle concernant leur *pouvoir d'achat* et leur *emploi* (respectivement 27% et 34%).

Les personnes devant se restreindre pour boucler leurs fins de mois sont particulièrement pessimistes concernant l'évolution de la situation du pays et de leur situation personnelle. Ainsi, une nette majorité d'entre eux projettent un avenir qui se dégrade pour le pays (69% *économie*, 57% *emploi*) et pour eux-mêmes (77% *pouvoir d'achat*, 37% *son emploi*).

D'un point de vue politique, l'opinion selon laquelle la situation de la France va se *dégrader* est particulièrement marquée chez les électeurs de M. Le Pen (75% *situation économique* et 62% *emploi*) et de J-L. Mélenchon (68% et 51%) tandis que ceux d'E. Macron sont bien plus optimistes sur l'avenir économique du pays (45% *va s'améliorer*).

Une dynamique similaire concernant sa situation personnelle et plus particulièrement celle de son *pouvoir d'achat* : les électeurs de M. Le Pen (74%) et J-L. Mélenchon (68%) sont nombreux à redouter une dégradation tandis que les électeurs d'E. Macron (40%) sont plus partagés sur le sujet (40% *va s'améliorer*, 31% *se dégrader*, 29% *stable*).

L'optimisme sur la situation de son propre emploi est plus fort chez les électeurs d'E. Macron (37% *va s'améliorer*), contre 9% à 19% seulement dans les autres électors.

Principaux enseignements

> France Travail : les nouvelles mesures sont jugées plutôt efficaces pour faire baisser le chômage

Les nouvelles mesures instaurées à l'occasion de la transformation de « Pôle emploi », devenu « France Travail » depuis le 1^{er} janvier 2024, sont jugées convaincantes par les Français pour faire baisser le chômage à l'avenir :

- 64% pour *l'inscription obligatoire à France Travail à partir de 2025 pour les allocataires du RSA (dont 27% tout à fait)*
- 62% pour *le renforcement des contrôles de recherche d'emploi (dont 28%)*
- 61% pour *la coordination des différents acteurs de l'emploi (dont 20%)*
- 60% pour *l'obligation de consacrer 15 heures par semaine à des activités dédiées à leur insertion comme des formations, des stages ou la rédaction de CV, sous peine d'avoir son allocation suspendue pour les allocataires du RSA (dont 27%)*
- 53% pour *la suppression des allocations chômage si un salarié en CDD ou intérim refuse 2 propositions de CDI de son entreprise (dont 24%)*

Ces mesures remportent l'adhésion dans la plupart des catégories de population, et particulièrement chez les plus de 65 ans (+7 à +10 points de plus que la moyenne des Français). En revanche, les personnes moins aisées se montrent beaucoup plus réservées (entre 54% et 66% *non*).

D'un point de vue politique, les électeurs d'E. Macron et de V. Pécresse sont largement convaincus (entre 73% et 85% selon les mesures), ainsi que dans une moindre mesure ceux de M. Le Pen (entre 56% et 66%). A contrario, les électeurs de J-L. Mélenchon sont plus sceptiques sur l'efficacité possible des mesures (entre 50% et 71% *non*) ; à l'exception près de la *coordination des acteurs de l'emploi* qui est approuvée par l'ensemble des électors (entre 57% à 78%).



Principaux enseignements

> Niveau de chômage : pour l'opinion, il s'explique par des salaires trop bas, un système « trop généreux » et des charges trop importantes pour les entreprises

Pour expliquer le niveau actuel du chômage en France, les Français pointent notamment du doigt *le niveau trop faible des salaires* (49%, + 7 points depuis le 3 août 2022) désormais en 1^{ère} place comme facteur explicatif du chômage devant *le manque d'incitation du système d'assurance-chômage à reprendre un emploi* (45%, -11). *Les charges qui pèsent sur les entreprises* (42%, +5) sont également évoquées à niveau élevé et complètent le trio de tête.

Les *niveaux bas des salaires* sont particulièrement cités par les 25-49ans (59%, +12) et les ouvriers (63%, +12), tandis que le *manque d'incitation de l'Assurance chômage* et *les charges des entreprises* sont évoqués par une majorité des plus de 65 ans (respectivement 54%, -6 et 48%, +15)

D'un point de vue politique, deux camps s'opposent : *le manque d'incitation de l'assurance-chômage* est le 1^{er} motif pour les électeurs de V. Péresse (70%), d'E. Macron (58%) et de M. Le Pen (53%) contre moins d'un tiers de ceux de J-L Mélenchon ; tandis que c'est la question des *bas salaires* qui est mise en avant par ces derniers (65%, contre 51% pour l'électorat Le Pen, 32% celui de Macron et 28% celui de Péresse).

Au-delà, 32% (-1) évoquent le *manque d'adaptation des formations au marché du travail* (notamment chez les retraités à 42%) et 28% (+4) le *manque d'embauche des entreprises* (notamment chez les plus jeunes, 44% des 18-24 ans).



Principaux enseignements

M Le regard de l'Institut Montaigne

“

"Les dernières prévisions publiées par la Banque de France sont en faveur d'une légère amélioration de notre situation économique pour l'année à venir : +0,9% de croissance en 2024 (contre 0,8% en 2023) et une diminution notable de l'inflation de 5,7% en 2023 à 2,5% l'année prochaine. D'après les résultats de ce sondage, une majorité de Français ne partage toutefois pas cet enthousiasme : près de 58% d'entre eux estiment que la situation de l'économie va se dégrader et plus de 60% que leur pouvoir d'achat va encore diminuer cette année.

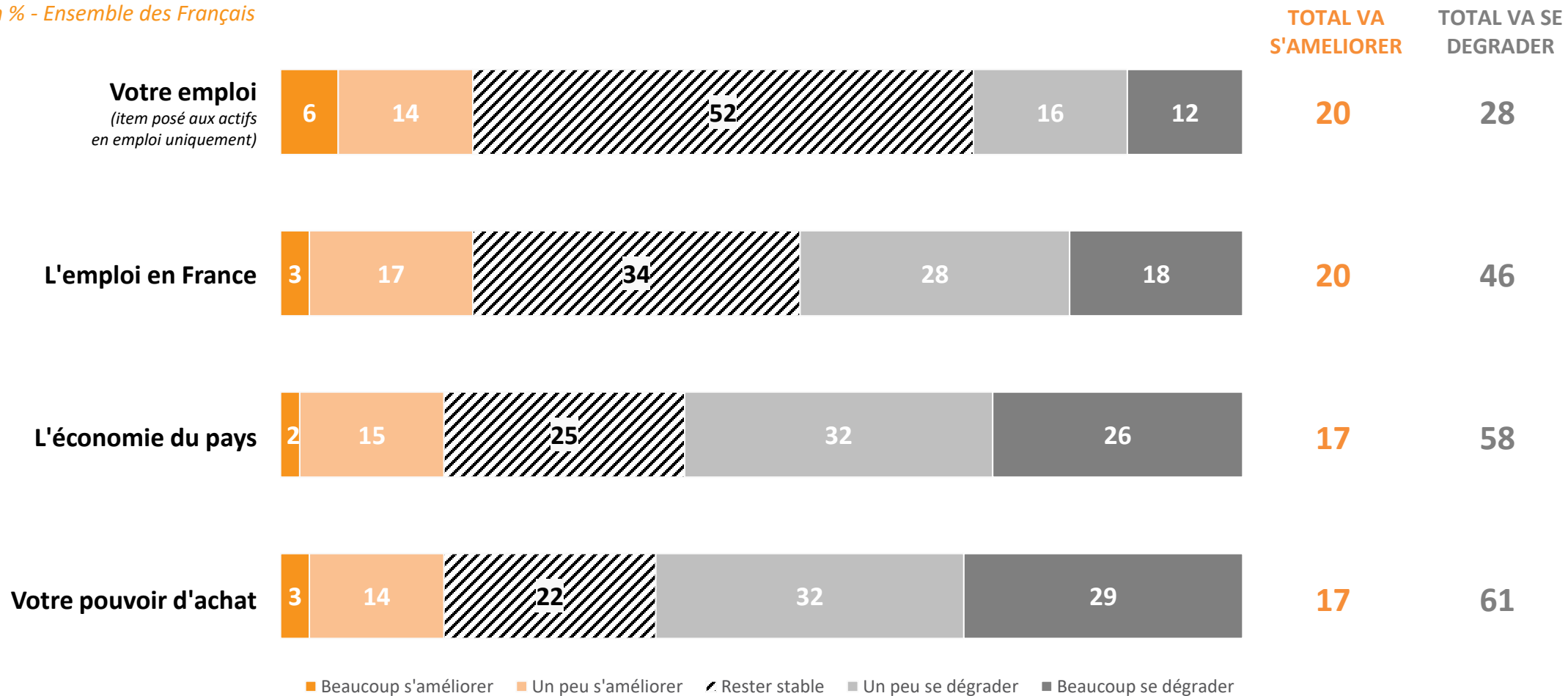
Ils sont toutefois plus optimistes s'agissant du marché du travail et de l'emploi, un terrain de politiques publiques fortement investi par le gouvernement au cours des derniers mois. La création de « France Travail » et des mesures qui y sont associées sont ainsi jugées convaincantes par les Français. Ils sont respectivement 64% et 62% d'entre eux à penser que l'inscription obligatoire à France Travail à partir de 2025 pour les allocataires du RSA et le renforcement des contrôles de recherche d'emploi seront efficaces pour résorber le chômage."

”

Des perspectives économiques moroses

Quand vous pensez à l'année 2024, pour chacun des sujets suivants, diriez-vous que la situation va s'améliorer, se dégrader ou rester stable par rapport à la situation actuelle ?

En % - Ensemble des Français

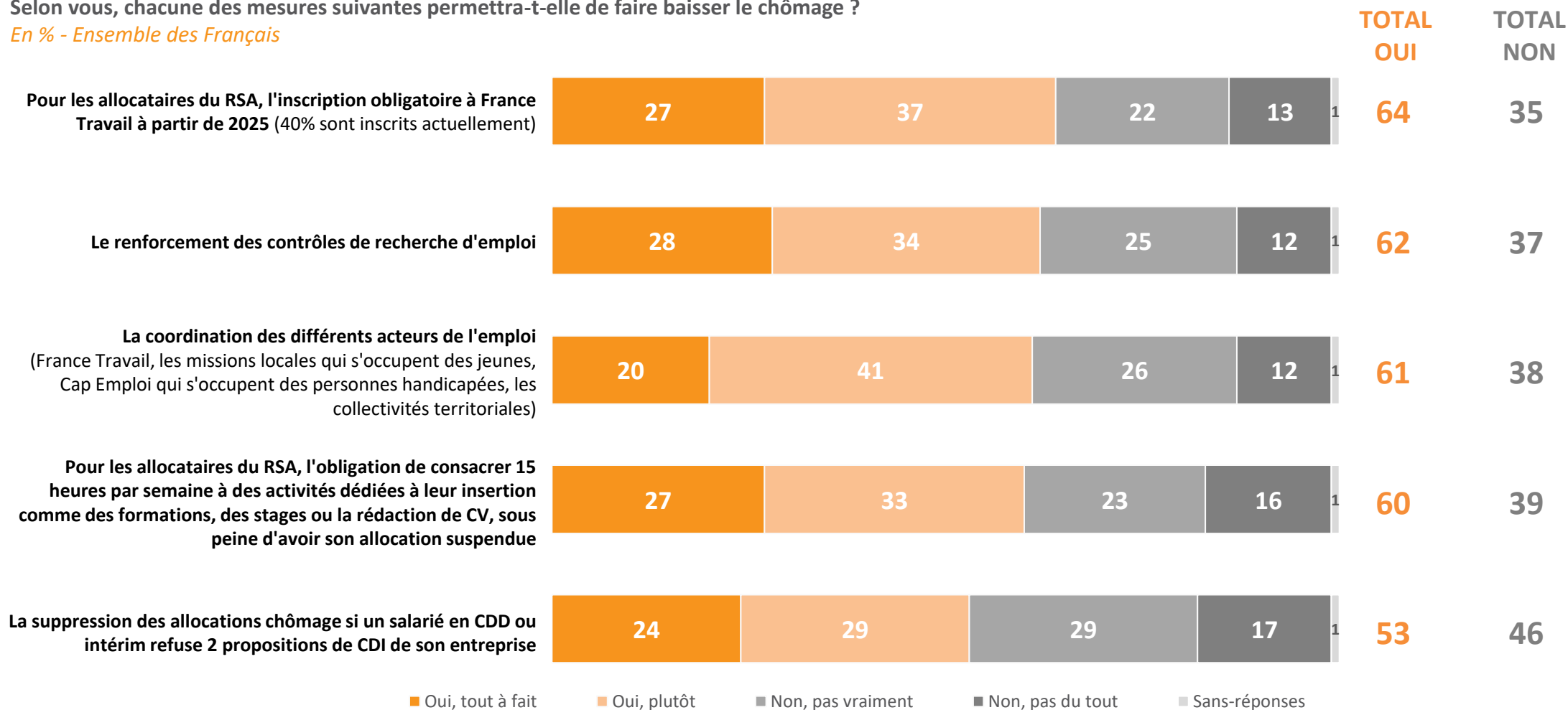


France Travail : les nouvelles mesures sont jugées plutôt efficaces pour faire baisser le chômage

Depuis le 1er janvier 2024, « Pôle emploi » devient « France Travail ». Au-delà du changement de nom, cela implique plusieurs changements.

Selon vous, chacune des mesures suivantes permettra-t-elle de faire baisser le chômage ?

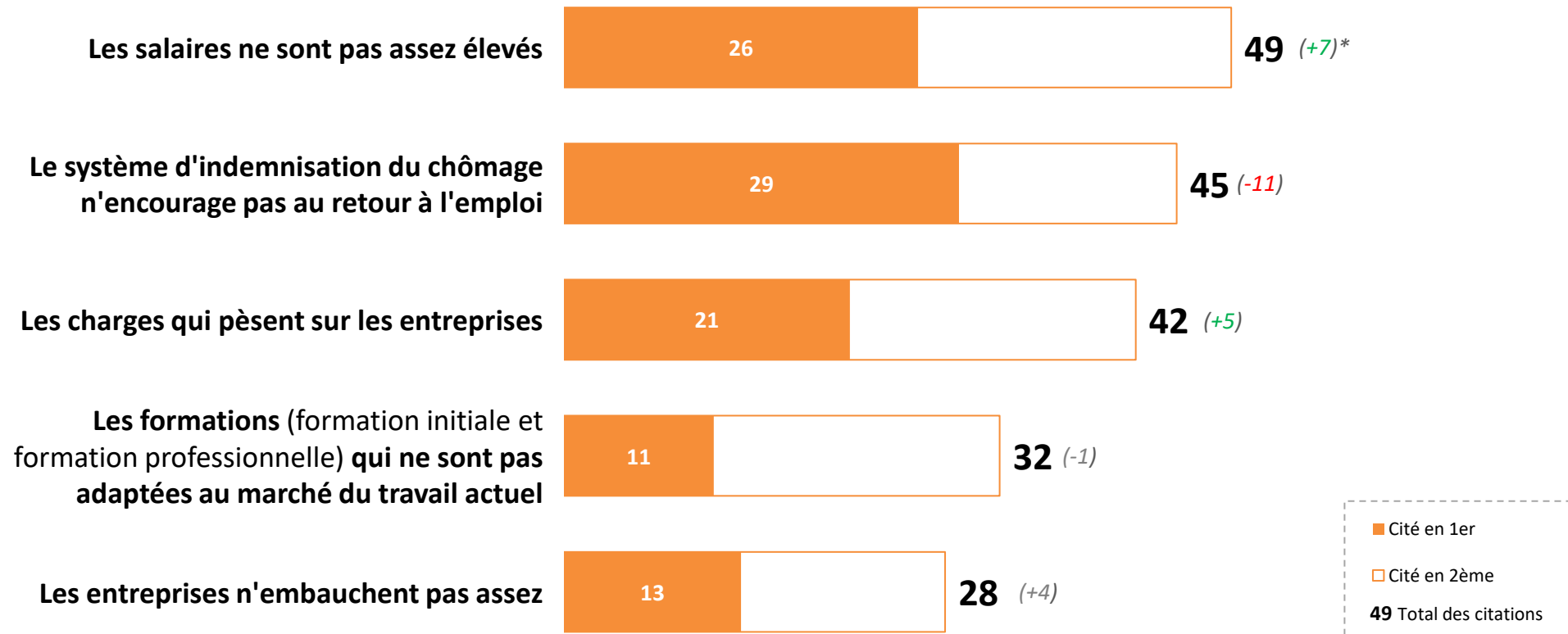
En % - Ensemble des Français



Niveau de chômage : pour l'opinion, il s'explique par des salaires trop bas, un système « trop généreux » et des charges trop importantes pour les entreprises

Selon vous, quelles sont les principales raisons du niveau de chômage en France ?

En % - Ensemble des Français



(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour LES ECHOS/INSTITUT MONTAIGNE/RADIO CLASSIQUE réalisée du 1^{er} au 3 août 2022.

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Quand vous pensez à l'année 2024, pour chacun des sujets suivants, diriez-vous que la situation va s'améliorer, se dégrader ou rester stable par rapport à la situation actuelle ?

En % - TOTAL « VA SE DEGRADER »	Votre emploi	L'emploi en France	L'économie du pays	Votre pouvoir d'achat
Ensemble	28	46	58	61
SEXE DU REpondANT				
Un homme	23	43	53	54
Une femme	35	49	62	67
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	28	40	44	49
25-34 ans	28	42	53	58
35-49 ans	29	48	63	61
50-64 ans	27	50	57	62
65 ans et plus	0	46	60	67
PROFESSION DU REpondANT				
ACTIFS	28	47	57	59
Agric., artisan, comm.	30	46	47	48
CSP+	21	44	57	58
Cadres	23	37	48	49
Profession Intermédiaire	20	49	63	65
CSP-	34	49	59	60
Employé	40	52	61	64
Ouvrier	26	45	56	55
INACTIFS	/	46	58	65
Retraité	/	45	59	67
Autre inactif	/	48	57	59
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	38	51	62	70
Communes urb. de province	25	47	59	63
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	29	46	60	61
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	33	50	63	65
100.000 hab. et plus	19	46	58	64
Agglomération parisienne	25	37	43	43
REGION DE RESIDENCE (UDAS)				
Région Parisienne	27	39	46	45
Province	28	48	60	65
Nord-Est	32	52	62	65
Nord-Ouest	26	43	56	67
Sud-Ouest	28	46	55	52
Sud Est	28	50	65	67

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Par catégories politiques

Quand vous pensez à l'année 2024, pour chacun des sujets suivants, diriez-vous que la situation va s'améliorer, se dégrader ou rester stable par rapport à la situation actuelle ?

En % - TOTAL « VA SE DEGRADER »	Votre emploi	L'emploi en France	L'économie du pays	Votre pouvoir d'achat
Ensemble	28	46	58	61
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	24	43	57	56
La France insoumise (FI)	21	52	61	62
EELV / G.s	21	42	59	53
Le Parti Socialiste (PS)	31	37	54	59
TOTAL LREM ET ALLIES	0	11	15	31
La République en marche	0	6	13	24
TOTAL DROITE	30	35	50	45
Les Républicains	32	33	48	41
TOTAL RN/RI	38	65	80	78
Le Rassemblement National	38	64	82	80
Reconquête	35	74	68	66
SANS PREFERENCE PARTISANE	30	50	60	65
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	32	51	68	68
Yannick JADOT	17	41	58	60
Emmanuel MACRON	5	17	22	31
Valérie PECRESSE	33	34	48	45
Marine LE PEN	36	62	75	74
Eric ZEMMOUR	42	73	82	85
Abstention, vote blanc ou nul	27	47	58	67
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	16	25	36	42
Marine LE PEN	37	63	79	79
Abstention, vote blanc ou nul	29	51	62	67

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, chacune des mesures suivantes permettra-t-elle de faire baisser le chômage ?

En % - TOTAL OUI	Pour les allocataires du RSA, l'inscription obligatoire à France Travail à partir de 2025 (40% sont inscrits actuellement)	Le renforcement des contrôles de recherche d'emploi	La coordination des différents acteurs de l'emploi (France Travail, les missions locales qui s'occupent des jeunes, Cap Emploi qui s'occupent des personnes handicapées, les collectivités territoriales)	Pour les allocataires du RSA, l'obligation de consacrer 15 heures par semaine à des activités dédiées à leur insertion comme des formations, des stages ou la rédaction de CV, sous peine d'avoir son allocation suspendue	La suppression des allocations chômage si un salarié en CDD ou intérim refuse 2 propositions de CDI de son entreprise
Total	64	62	61	60	53
SEXE DU REpondANT					
Un homme	61	58	59	56	51
Une femme	65	65	62	65	55
AGE DU REpondANT					
18-24 ans	60	57	58	60	49
25-34 ans	58	59	58	60	51
35-49 ans	62	56	54	56	46
50-64 ans	62	61	61	57	53
65 ans et plus	71	72	70	69	63
PROFESSION DU REpondANT					
ACTIFS	63	59	59	59	51
Agric., artisan, comm.	53	46	46	49	42
CSP+	67	60	64	60	53
Cadres	69	64	62	63	56
Profession Intermédiaire	65	56	65	59	51
CSP-	61	61	57	59	50
Employé	62	63	60	61	48
Ouvrier	59	58	53	57	52
INACTIFS	64	66	63	62	57
Retraité	69	71	69	69	63
Autre inactif	53	53	52	48	44
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	63	64	58	55	53
Communes urb. de province	63	61	61	62	53
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	67	63	61	68	59
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	65	62	62	64	51
100.000 hab. et plus	60	59	60	56	52
Agglomération parisienne	65	61	65	62	53
REGION DE RESIDENCE (UDAS)					
Région Parisienne	66	62	65	62	53
Province	63	62	60	60	53
Nord-Est	59	58	58	53	50
Nord-Ouest	62	59	56	61	53
Sud-Ouest	65	70	60	67	53
Sud Est	66	65	65	62	56

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, chacune des mesures suivantes permettra-t-elle de faire baisser le chômage ?

En % - TOTAL OUI	Pour les allocataires du RSA, l'inscription obligatoire à France Travail à partir de 2025 (40% sont inscrits actuellement)	Le renforcement des contrôles de recherche d'emploi	La coordination des différents acteurs de l'emploi (France Travail, les missions locales qui s'occupent des jeunes, Cap Emploi qui s'occupent des personnes handicapées, les collectivités territoriales)	Pour les allocataires du RSA, l'obligation de consacrer 15 heures par semaine à des activités dédiées à leur insertion comme des formations, des stages ou la rédaction de CV, sous peine d'avoir son allocation suspendue	La suppression des allocations chômage si un salarié en CDD ou intérim refuse 2 propositions de CDI de son entreprise
Total	64	62	61	60	53
PREFERENCE PARTISANE					
TOTAL GAUCHE	59	59	61	54	44
La France insoumise (FI)	49	54	57	49	36
EELV / G.s	62	60	70	54	53
Le Parti Socialiste (PS)	63	62	51	55	43
TOTAL LREM ET ALLIES	88	86	84	88	79
La République en marche	91	88	88	93	85
TOTAL DROITE	74	79	78	73	71
Les Républicains	74	83	82	75	75
TOTAL RN/R!	61	60	54	56	56
Le Rassemblement National	61	61	52	57	59
Reconquête	64	55	61	53	52
SANS PREFERENCE PARTISANE	59	57	56	57	48
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)					
Jean-Luc MELENCHON	46	48	58	47	29
Yannick JADOT	73	55	60	53	66
Emmanuel MACRON	85	85	78	82	73
Valérie PECRESSE	83	81	74	81	78
Marine LE PEN	61	66	57	60	56
Eric ZEMMOUR	59	61	57	56	64
Abstention, vote blanc ou nul	64	60	58	58	55
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)					
Emmanuel MACRON	76	73	71	73	64
Marine LE PEN	59	61	59	58	54
Abstention, vote blanc ou nul	58	57	57	54	47

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, quelles sont les principales raisons du niveau de chômage en France ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Les salaires ne sont pas assez élevés	Le système d'indemnisation du chômage n'encourage pas au retour à l'emploi	Les charges qui pèsent sur les entreprises	Les formations (formation initiale et formation professionnelle) qui ne sont pas adaptées au marché du travail actuel	Les entreprises n'embauchent pas assez
Total	49	45	42	32	28
SEXE DU REPONDANT					
Un homme	52	41	40	33	31
Une femme	45	50	43	31	26
AGE DU REPONDANT					
18-24 ans	43	44	24	38	44
25-34 ans	60	43	38	24	28
35-49 ans	58	44	43	26	25
50-64 ans	52	41	44	30	29
65 ans et plus	32	54	48	42	23
PROFESSION DU REPONDANT					
ACTIFS	55	45	41	27	28
Agric., artisan, comm.	59	38	39	29	30
CSP+	49	48	42	33	26
Cadres	41	53	40	35	29
Profession Intermédiaire	55	45	44	31	23
CSP-	59	42	40	22	30
Employé	56	47	39	19	33
Ouvrier	63	36	40	25	27
INACTIFS	39	47	43	39	27
Retraité	35	53	45	40	23
Autre inactif	49	32	37	37	37
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	46	53	44	31	20
Communes urb. de province	48	44	43	31	29
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	46	49	45	25	30
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	53	44	37	33	29
100.000 hab. et plus	48	41	43	33	29
Agglomération parisienne	52	41	35	38	34
REGION DE RESIDENCE (UDAS)					
Région Parisienne	52	43	37	34	33
Province	48	46	43	31	27
Nord-Est	50	47	41	31	25
Nord-Ouest	46	49	43	33	23
Sud-Ouest	39	50	47	25	33
Sud Est	51	41	42	33	29

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, quelles sont les principales raisons du niveau de chômage en France ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Les salaires ne sont pas assez élevés	Le système d'indemnisation du chômage n'encourage pas au retour à l'emploi	Les charges qui pèsent sur les entreprises	Les formations (formation initiale et formation professionnelle) qui ne sont pas adaptées au marché du travail actuel	Les entreprises n'embauchent pas assez
Total	49	45	42	32	28
PREFERENCE PARTISANE					
TOTAL GAUCHE	57	29	30	36	44
La France insoumise (FI)	59	19	36	26	54
EELV / G.s	57	40	24	41	38
Le Parti Socialiste (PS)	56	33	31	40	35
TOTAL LREM ET ALLIES	29	67	49	31	23
La République en marche	26	71	48	33	20
TOTAL DROITE	34	69	51	25	19
Les Républicains	32	69	53	24	19
TOTAL RN/R!	50	54	49	23	19
Le Rassemblement National	50	56	47	19	21
Reconquête	54	52	52	35	7
SANS PREFERENCE PARTISANE	49	42	41	35	27
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)					
Jean-Luc MELENCHON	65	27	28	33	42
Yannick JADOT	55	38	35	43	25
Emmanuel MACRON	32	58	47	32	28
Valérie PECRESSE	28	70	50	38	10
Marine LE PEN	51	53	44	23	23
Eric ZEMMOUR	40	62	51	36	11
Abstention, vote blanc ou nul	50	44	44	35	25
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)					
Emmanuel MACRON	40	52	43	33	28
Marine LE PEN	54	48	45	28	21
Abstention, vote blanc ou nul	52	41	37	35	31

—
11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

—
ELABE

